

★ COLLOQUE INTERNATIONAL ★

ORGANISÉ CONJOINTEMENT PAR LE CENTRE INTERUNIVERSITAIRE D'ÉTUDES QUÉBÉCOISES (CIEQ) ET LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN HISTOIRE DU DROIT CIVIL AU QUÉBEC À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

L'ARGENT DES FAMILLES

PRATIQUES ET RÉGULATIONS SOCIALES EN OCCIDENT AUX XIX^E ET XX^E SIÈCLES



16 ET 17 JUIN 2016  HÔTEL GOUVERNEUR - 975, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES, QC

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Hélène Belleau, INRS Urbanisation Culture Société, Québec, Canada

Claude Didry, École normale supérieure de Cachan, France

Florent Le Bot, Université d'Evry Val d'Essonne, France

Livio Di Matteo, Lakehead University, Ontario, Canada

Thierry Nootens, Université du Québec à Trois-Rivières, Québec, Canada

Sherry Olson, Université McGill, Québec, Canada

Yvan Rousseau, Université du Québec à Trois-Rivières, Québec, Canada

ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES

Roxane De Carufel, étudiante à la maîtrise en études québécoises

Nathalie Ricard, étudiante au doctorat en études québécoises

ÉQUIPE DU CIEQ-UQTR

Rollande Morissette, technicienne en administration

Jean-François Hardy, professionnel de recherche

Tomy Grenier, professionnel de recherche

Émilie Lapierre Pintal, conceptrice graphique

PARTENAIRES



Conseil de recherche en
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Canada

Fonds de recherche
Société et culture

Québec



ciéq

Centre
interuniversitaire
d'études québécoises

DPHES
UMR 8533

UQTR



Université du Québec
à Trois-Rivières

Décanat de la recherche et de la création

PROGRAMME

JEUDI 16 JUIN 2016

8 H 00 À 8 H 30 **ACCUEIL ET INSCRIPTION**

8 H 30 À 8 H 45 **MOT DE BIENVENUE**
Thierry Nootens (UQTR) et Yvan Rousseau (UQTR)

8 H 45 À 10 H 15

SÉANCE 1. LES AVOIRS FAMILIAUX : OPPORTUNITÉS, CONTRAINTES ET STRATÉGIES

Présidence : **René Hardy** (professeur associé, UQTR)

Famille, subsistance et patrimoine à Trois-Rivières, 1850-1911

Claude Bellavance (professeur, UQTR)

Formation et transmission du patrimoine maritime familial dans le golfe du Saint-Laurent, 1850-1910

France Normand (professeure, UQTR)

Corporate Personality and Familial Wealth Strategy: William Clendinneng and the Canada Pipe & Foundry Company

Daniel Simeone (doctorant, McGill)

10 H 15 À 10 H 30 **Pause-café**

10 H 30 À 12 H 00

SÉANCE 2. TRAJECTOIRES ET MOBILITÉS SOCIALES

Présidence : **Marc St-Hilaire** (professeur, Laval)

Des familles de boutiquiers et d'artisans parisiens, du dénuement à l'aisance bourgeoise (premier XIX^e siècle)

Francis Demier (professeur, Paris Ouest)

Dufort vs Dutremblay: patrimoine, conflits interpersonnels et cycle de vie familiale à la fin du XIX^e siècle en Mauricie (Québec)

Thierry Nootens (professeur, UQTR)

Mobility, Economic Opportunity and Wealth Accumulation during the Wheat Boom Era, 1870 to 1930

Livio Di Matteo (professeur, Lakehead)

12 H 00 À 13 H 15 **Dîner sur place**

PROGRAMME (SUITE)

13 H 15 À 15 H 00

SÉANCE 3. LES RESSOURCES FAMILIALES, LE PATRONAT ET L'ÉTAT

Présidence : **Aline Charles** (professeure, Laval)

La femme du mineur et la gestion de l'argent: éduquer la ménagère pour réguler les pratiques familiales

Audrey Leleu (doctorante, Artois)

Le soutien financier aux familles de militaires en 1939–1945 et l'État providence

Yves Tremblay (historien, Défense nationale, Ottawa)

Des avoirs un peu trop liquides? La monétarisation des patrimoines familiaux en Russie soviétique

Jacques Petitier (doctorant, ENS Cachan)

« L'époque d'une nourriture abondante à prix modique au Canada est révolue ».

L'inflation et les besoins alimentaires des familles selon la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, 1973–1976

Caroline Durand (professeure, Trent)

15 H 00 À 15 H 30 Pause-café

15 H 30 À 17 H 00

SÉANCE 4. LA GRANDE BOURGEOISIE, ENTRE REPRODUCTION SOCIALE ET REPRODUCTION DU CAPITAL

Présidence : **Brian Young** (professeur, McGill)

L'argent des grandes familles du Nord de la France au XIX^e siècle: un bien collectif (région lilloise, 1850–1914)

Jean-Luc Mastin (maître de conférences, Paris 8)

L'argent des Pizzardi: une ascension sociale italienne de la terre à la cité

Elena Musiani (chargée de recherche, Bologne)

Femmes d'argent, argent des femmes: construction du genre et monétarisation de la vie sociale dans la haute société aristocratique, XIX^e siècle–début du XX^e siècle

François Lalliard (postdoctorant, Lyon 2)

17 H 00 À 17 H 15 Pause

17 H 15 À 17 H 45 CONFÉRENCE DE CLÔTURE DE JOURNÉE

Horizons of Family Planning: Perspectives from Nineteenth-Century Montreal

Sherry Olson (professeure, McGill)

VENDREDI 17 JUIN 2016

8 H 00 À 8 H 30 Accueil et inscription

8 H 30 À 10 H 00

SÉANCE 5. POPULATIONS À SALAIRES, POPULATIONS À LOYER

Présidence : **Florent Le Bot** (professeur, Université d'Evry Val d'Essonne)

Salaire, patrimoine et famille dans les petits centres industriels de la vallée laurentienne, 1880-1920: permanences, transitions et changements

Yvan Rousseau (professeur, UQTR)

De l'adolescent pourvoyeur de revenu à l'adolescent consommateur: implications pour l'économie familiale suisse, 1945-1980

Caroline Henchoz (maître d'enseignement, Fribourg), **Anne-Françoise Praz** (professeure, Fribourg) et **Caroline Rusterholz** (postdoctorante, Cambridge).

Gérer le loyer en famille: les locataires parisiens face à la priorisation des dépenses locatives

Elsa Carvalho (doctorante, EHESS)

10 H 00 À 10 H 30 Pause-café

10 H 30 À 12 H 00

SÉANCE 6. ARGENT DES FAMILLES, TRANSFERTS ET DROIT CIVIL

Présidence : **Jean-Philippe Garneau** (professeur, UQAM)

Testateurs, testaments et héritiers: les pratiques testamentaires trifluviennes au milieu du XIX^e siècle

Martine Garceau-Lebel (doctorante, UQTR)

L'argent des familles ou la magistrature du goût

Anne-Sophie Hulin (doctorante, Paris 2)

Du don sans famille?

Alexandra Popovici (professeure, McGill) et **Régine Tremblay** (doctorante, Toronto)

12 H 00 À 13 H 15 Dîner sur place

13 H 15 À 14 H 45

SÉANCE 7. LA RÉGULATION JUDICIAIRE DU PATRIMOINE FAMILIAL

Présidence : **Benoît Grenier** (professeur, Sherbrooke)

Le couple face aux rigueurs du marché: ce que nous révèle la pratique judiciaire des familles montréalaises, 1795-1825

Jean-Philippe Garneau (professeur, UQAM)

Legal and Judicial Prospective: Institutionalization and State Regulation of Family Assets in India, 18th-19th Century

Doss Parimala (professeure, Delhi)

La résidence familiale en droit civil québécois: un outil efficace de protection pour les droits des femmes mariées? Analyse jurisprudentielle, 1960-1990

Marie-Neige Laperrière (postdoctorante, UQTR)

14 H 45 À 15 H 15 Pause-café

15 H 15 À 17 H 00

SÉANCE 8. L'INSTITUTIONNALISATION DE L'ARGENT : LE CAS DU CRÉDIT ET DE L'ÉPARGNE

Présidence : **Sylvie Taschereau** (professeure, UQTR)

Le Mont-de-Piété de Paris, 1777-1918: finalités et pratiques sociales

Yannick Marec (professeur, Rouen)

La cotisation mutualiste en France dans la seconde partie du XIX^e siècle: enjeux et questionnements

Patricia Toucas-Truyen (chercheuse associée, Paris 1)

L'image de la famille française dans les caisses d'épargne et de prévoyance au XIX^e siècle: entre conservatisme pragmatique et innovations sociales

Olivier Chaïbi (enseignant, Paris Est)

L'évolution des usages du crédit à la consommation dans les familles françaises après 1945: d'un choix par défaut à la volonté de jouir du confort sans attendre

Sabine Effosse (professeure, Paris Ouest)

17 H 00 À 17 H 15 Pause

17 H 15 À 17 H 45 CONFÉRENCE DE CLÔTURE DE JOURNÉE

Gestion patrimoniale en période de transition agricole: la grande périphérie liégeoise au XIX^e et au début du XX^e siècle

Paul Servais (professeur, Louvain)



RÉSUMÉS DES **COMMUNICATIONS**

SÉANCE 2. TRAJECTOIRES ET MOBILITÉS SOCIALES

Présidence : **Marc St-Hilaire** (professeur, Laval)

Des familles de boutiquiers et d'artisans parisiens, du dénuement à l'aisance bourgeoise (premier XIX^e siècle)

Francis Demier (professeur, Paris Ouest)

Cette communication porte sur le rapport à l'argent dans les milieux de la petite entreprise parisienne pendant le premier XIX^e siècle. Les sources consultées sont les archives notariales complétées par les calepins du cadastre, les actes d'enregistrement, les registres de patente, sans négliger les premières enquêtes sociales et les sources littéraires. Les professions prises en compte (graveurs, bronziers, bijoutiers, restaurateurs, etc.) profitent de la dérégulation de l'économie qui permet à une couche de salariés, souvent d'origine rurale, d'accéder à la boutique et à l'artisanat dans un puissant mécanisme d'ascension sociale qui bouscule « le commerce installé », mais représente toutefois un mouvement d'une grande précarité. L'étude des revenus et du patrimoine permet d'analyser un point de bascule entre la précarité redoutable du salariat et une certaine sécurité qui ouvre les portes de la bourgeoisie.

Dufort vs Dutremblay: patrimoine, conflits interpersonnels et cycle de vie familiale à la fin du XIX^e siècle en Mauricie (Québec)

Thierry Nootens (professeur, UQTR)

Parmi les procès entendus par la Cour supérieure dans le district de Trois-Rivières durant la seconde moitié du XIX^e siècle, une famille de la petite bourgeoisie se distingue: Marie-Clémentine Dufort, son époux Pamphile Dutremblay, sa fille et son gendre poursuivent ou sont poursuivis à près de 40 reprises, de 1872 à 1896. Ces litiges les opposent les uns aux autres ou à des tiers. Ce contentieux familial permet d'examiner les rapports entre famille et argent durant la transition au capitalisme industriel. Entre autres, ces affaires mettent en lumière les rapports juridiques et financiers allant de pair, en ce milieu, avec certains moments clés du cycle familial. Elles sont aussi riches d'enseignement sur les interactions entre patrimoine et engagements pris sur le marché, ainsi que sur l'éventail de formes que peut prendre l'argent (billets promissoires, immeubles, parts d'entreprises, etc.).

La femme du mineur et la gestion de l'argent: éduquer la ménagère pour réguler les pratiques familiales

Audrey Leleu (doctorante, Artois)

Au sein des familles de mineurs, la femme tient un rôle central dans la gestion de l'argent. Mais l'usage qu'en font ces familles est fortement critiqué par le patronat minier et les observateurs sociaux. Tous s'accordent pour dénoncer le fort recours au crédit, le manque voire l'absence d'épargne, l'intempérance et la prodigalité des familles de mineurs, la faute étant rejetée sur la femme, mauvaise gestionnaire du budget. Partant, les compagnies minières créent leurs propres écoles ménagères ainsi que des coopératives d'achat afin de former de bonnes gestionnaires. Cette communication propose d'interroger le rôle de la femme dans la gestion de l'argent en revenant sur les pratiques de consommation des familles de mineurs et sur la volonté du patronat de les réguler par l'éducation des femmes. En outre, quelles sont les ruptures et les continuités qui ont marqué ces actions ouvrières et patronales au cours des XIX^e et XX^e siècles ?

Le soutien financier aux familles de militaires en 1939-1945 et l'État providence

Yves Tremblay (historien, Défense nationale, Ottawa)

Cette communication vise à examiner les effets de la mise en place de programmes de soutien financier aux militaires et à leur famille par l'État providence. Ces effets se font notamment sentir sur les comportements. Parallèlement au niveau de vie qui s'accroît, une forme de dépendance, qui peut tourner au tragique avec le décès du militaire ou sa démobilisation, peut elle aussi se développer. Ces questions d'ordre psychologique qu'une forme précoce et généreuse de sécurité sociale pose apparaissent avec beaucoup de clarté dans certains dossiers du personnel militaire, en particulier dans les lettres en provenance des proches parents, qui décrivent les situations familiales transformées, en bien ou en mal, par les transferts sociaux en provenance de l'État en guerre. Nous tâcherons de mettre en lumière la dynamique à l'œuvre dans les familles, dynamique qui est marquée par l'avènement de l'État providence en contexte de guerre.

Des avoirs un peu trop liquides ? La monétarisation des patrimoines familiaux en Russie soviétique

Jacques Petitier (doctorant, ENS Cachan)

Cette contribution propose d'examiner un processus de monétarisation original et contradictoire, celui des patrimoines familiaux en Russie soviétique. Leur monétarisation presque totale est d'abord une conséquence de l'extinction des autres formes d'avoirs où se réalise classiquement le patrimoine familial. Égalisatrice, la monétarisation est également envisagée comme un moyen de créer un rapport purement « instrumental » aux propriétés familiales. En analysant la relégitimation de l'héritage durant les années 1920-1930, nous examinerons comment les autorités tracent la frontière entre « le bon argent » et le « mauvais argent » dans les comportements successoraux. L'étude de 600 testaments déposés dans une même commune russe entre 1945 et 1985 suggère que même si les pratiques successorales furent acculturées rapidement durant la période soviétique, les acteurs n'en cherchaient pas moins à transmettre et à organiser les partages des restes non monétisés de leur patrimoine, en premier lieu le logement.

« L'époque d'une nourriture abondante à prix modique au Canada est révolue ». L'inflation et les besoins alimentaires des familles selon la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, 1973-1976

Caroline Durand (professeure, Trent)

En mai 1973, le gouvernement du Canada met sur pied la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires (CSPPA) en réponse à la tension politique causée par l'inflation. La CSPPA est abolie en octobre 1975, à la suite de la création de la Commission de lutte contre l'inflation. Un premier survol des rapports de la CSPPA suggère que, durant sa brève existence, son analyse de la situation a beaucoup changé. À l'automne 1973, la commission affirme que la hausse du prix du panier d'épicerie n'est pas un problème car les salaires ont suivi la même courbe. Plusieurs conseils émis encouragent les consommateurs et les consommatrices à effectuer des achats plus raisonnables. Mais dans leur rapport final, les membres de la CSPPA se disent bien au fait des ramifications politiques et de la profondeur des racines économiques de l'augmentation du prix des aliments. Ils proposent des mesures qui dépassent l'éducation des consommateurs et qui concernent le rôle de l'État dans la régulation de l'économie.

SÉANCE 4. LA GRANDE BOURGEOISIE, ENTRE REPRODUCTION SOCIALE ET REPRODUCTION DU CAPITAL

Présidence : **Brian Young** (professeur, McGill)

L'argent des grandes familles du Nord de la France au XIX^e siècle : un bien collectif (région lilloise, 1850–1914)

Jean-Luc Mastin (maître de conférences, Paris 8)

Condamnant l'individualisme, les « grandes familles » qui contrôlent les secteurs clés de l'économie de la région lilloise (surtout le textile) et les charbonnages du Pas-de-Calais construisent et maintiennent une propriété collective tendant à l'indivision, tant au niveau de chaque famille que du territoire. Par conséquent, dans la région, le crédit est nécessairement collectif. Qu'il soit informel ou institutionnel, il est conçu comme une mutualité, où l'endettement est sans cesse entretenu. Le marché financier lui-même, y compris la Bourse de Lille, est sous l'emprise des grandes familles. Les normes et les valeurs (union, solidarité) qui régissent et perpétuent ce système sont le produit d'une construction sociale, tant au niveau des familles que des corporations. La présente communication s'intéresse aux stratégies collectives mises en place par et pour la communauté des « grandes familles », stratégies responsables, au final, d'avoir condamné un territoire à la monoindustrie textile.

L'argent des Pizzardi : une ascension sociale italienne de la terre à la cité

Elena Musiani (chargée de recherche, Bologne)

Cette communication porte sur les rapports à l'argent d'une des plus puissantes familles de Bologne au XIX^e siècle, les Pizzardi. De l'époque napoléonienne au tournant de la Grande Guerre, les Pizzardi ont constitué un patrimoine foncier mais aussi urbain, parmi les plus importants de la principale cité de l'Émilie-Romagne. Leur stratégie familiale répond à la volonté de prendre place dans le milieu urbain par l'achat d'un vaste palais Renaissance, sans toutefois vouloir pénétrer le milieu des élites culturelles. En revanche, cette famille a su épouser le tournant de l'industrialisation et aussi participer à une grande histoire nationale par son engagement dans le combat pour l'Unité. La puissance des Pizzardi tient enfin à leur image de « bienfaiteurs » de la cité, en particulier par la fondation des deux principaux hôpitaux de Bologne. Cet énorme patrimoine, légué à la ville, survivra au XX^e siècle alors que la famille elle-même disparaîtra.

Salaire, patrimoine et famille dans les petits centres industriels de la vallée laurentienne, 1880–1920: permanences, transitions et changements

Yvan Rousseau (professeur, UQTR)

Drummondville et Victoriaville (Québec) amorcent au cours des années 1880 une longue transition au cours de laquelle elles acquièrent la stature de villes industrielles. Les ménages qui s'y établissent durant les années 1880–1920 proviennent principalement des localités rurales avoisinantes, bien souvent de familles dont l'économie domestique est tributaire de la mise en valeur et la transmission du patrimoine agricole. Cette communication porte sur les réaménagements qui se font jour dans l'économie domestique de ces familles urbaines de souche récente, alors que l'argent en espèces et de nouvelles formes de valeur patrimoniale acquièrent une importance grandissante. En mettant à profit les sources nominatives relatives aux ménages des deux villes à l'étude, il sera question de l'expérience du salariat (chefs, épouses et fratries), de la propriété foncière et résidentielle (stratégies d'acquisition et de mise en valeur) ainsi que de l'assurance-vie (entrevue ici comme stratégie de conversion des ressources numéraires en patrimoine familial).

De l'adolescent pourvoyeur de revenu à l'adolescent consommateur: implications pour l'économie familiale suisse, 1945–1980

Caroline Henchoz (maître d'enseignement, Fribourg), **Anne-Françoise Praz** (professeure, Fribourg) et **Caroline Rusterholz** (postdoctorante, Cambridge).

S'appuyant sur 71 entretiens menés auprès d'hommes et de femmes de 65 ans et plus, cette contribution interroge la place de l'adolescent dans l'économie familiale de familles de Suisse romande des classes populaires entre 1945 et 1980. Si l'évolution de la place de l'enfant dans l'économie familiale a été bien documentée, passant du statut d'enfant « utile », pourvoyeur de revenu, à celui d'enfant « précieux », « coûteux », peu d'études se sont centrées spécifiquement sur l'adolescent. Or cet âge de la vie (13 à 18 ans) nous semble intéressant à distinguer. Durant la période étudiée, les adolescents restent des pourvoyeurs de revenus – l'essor des secteurs secondaire et tertiaire comme la spécificité du système dual de formation helvétique favorisant leur insertion sur le marché du travail. Cependant, l'usage de leurs revenus n'est plus destiné uniquement à la famille, il devient plus égocentré, encouragé par l'apparition d'une culture jeune.

Testateurs, testaments et héritiers: les pratiques testamentaires trifluviennes au milieu du XIX^e siècle

Martine Garceau-Lebel (doctorante, UQTR)

Les pratiques testamentaires en milieu urbain au milieu du XIX^e siècle sont mal connues, bien qu'elles puissent nous éclairer sur l'instrumentalisation des règles du droit civil, de même que sur les dynamiques familiales dans lesquelles s'inscrivent la gestion et la transmission des avoirs. La présente communication se base sur l'étude des actes notariés, incluant les testaments, rédigés par les notaires trifluviens pour près de 200 clients qui ont testé entre 1850 et 1855. Trois-Rivières, à cette époque, est au début de son industrialisation et présente une population assez homogène sans toutefois n'être composée que de Canadiens français catholiques. Partant, en plus d'examiner les diverses clauses testamentaires, notre étude vise à dresser un portrait de la clientèle ainsi que des héritiers, et ce, en tenant compte notamment de la langue, de la religion et de la classe sociale.

L'argent des familles ou la magistrature du goût

Anne-Sophie Hulin (doctorante, Paris 2)

L'argent des familles peut avoir une fin collective autre que celle inhérente à la famille ou à ses membres. Tel est le cas des dons philanthropiques par lesquels une personne dispose de ses biens à des fins d'intérêt général. Le disposant s'arroge alors le pouvoir d'influencer les intérêts de la communauté au moyen de son don. C'est ce pouvoir que nous qualifions de *magistrature du goût*, notamment quand le disposant apporte son soutien à une institution culturelle. Au travers d'une étude comparée (France/États-Unis/Québec), cette présentation s'intéresse à l'usage de l'argent des familles comme levier de magistrature du goût pour en apprécier les enjeux juridiques relatifs. Or, il s'avère que ces dons philanthropiques font précisément naître deux types de conflits. Le premier relève de la finalité de l'argent des familles. Le second porte davantage sur la pondération des intérêts en présence.

SÉANCE 7. LA RÉGULATION JUDICIAIRE DU PATRIMOINE FAMILIAL

Présidence : **Benoît Grenier** (professeur, Sherbrooke)

Le couple face aux rigueurs du marché: ce que nous révèle la pratique judiciaire des familles montréalaises, 1795-1825

Jean-Philippe Garneau (professeur, UQAM)

Le rôle du marché dans les transformations de l'économie familiale est un thème qui a retenu l'attention des chercheurs en France et au Québec depuis plusieurs années maintenant. Rares sont ceux ou celles qui ont considéré toutefois le rôle de la justice civile dans ce rapport crucial, pour la ville comme pour la campagne. C'est dans cette perspective que je me suis intéressé à un type de litige peu étudié, la séparation de biens judiciaire, dans un contexte colonial marqué par le pluralisme culturel (Canadiens français et Britanniques). L'étude des procès entre 1795 et 1825 permet de faire ressortir la dimension stratégique du recours. D'une part, le jugement en séparation de biens agit comme mesure de protection du patrimoine familial. D'autre part, et de façon croissante, le recours prend la forme d'une simple technique légale permettant à certains maris d'atténuer les rigueurs d'une banqueroute appréhendée ou déjà consommée.

Legal and Judicial Prospective: Institutionalization and State Regulation of Family Assets in India, 18th-19th Century

Doss Parimala (professeure, Delhi)

The 18th and 19th centuries were characterized by the industrial revolution in Europe. The fast growth of industries needed markets for the goods so produced. The race for monopolizing markets was one of the main causes of the expansion of colonies around the world and of the British domination over India. Imperial policy, to a large extent, affected the Indian market and imposed administrative, judicial and legal boundaries to suit its own ends. This paper will show how forest rights, family property and land were thus subjected to new regulations.

SÉANCE 8. L'INSTITUTIONNALISATION DE L'ARGENT : LE CAS DU CRÉDIT ET DE L'ÉPARGNE

Présidence : **Sylvie Taschereau** (professeure, UQTR)

Le Mont-de-Piété de Paris, 1777-1918 : finalités et pratiques sociales

Yannick Marec (professeur, Rouen)

Principal établissement français de prêt sur gages, le Mont-de-Piété de Paris a eu différentes finalités, de sa création en 1777 à sa transformation en Caisse de Crédit municipal en 1918. « Baromètre de la misère publique » et dernier recours pour les miséreux, il a aussi pu jouer le rôle d'un établissement de crédit, voire de banque d'affaires, pour diverses personnalités désargentées, mais aussi pour des entrepreneurs capitalistes à la recherche de liquidités. Cette communication, basée notamment sur les archives de l'institution, cherche d'abord à préciser les diverses fonctions du Mont-de-Piété de Paris en les mettant en perspective dans le cadre du développement du rôle de l'argent dans la société française du tournant des XVIII^e et XIX^e siècles. Elle vise également à préciser la composition diversifiée des usagers, en soulignant les différences de comportements reflétées à la fois par le mouvement des opérations et la nature des objets engagés.

La cotisation mutualiste en France dans la seconde partie du XIX^e siècle : enjeux et questionnements

Patricia Toucas-Truyen (chercheuse associée, Paris 1)

En France, l'adhésion des travailleurs à la prévoyance mutualiste a été encouragée au cours de la seconde partie du XIX^e siècle par les gouvernements du Second Empire et de la Seconde République. De par les enjeux et les questionnements théoriques ou pratiques qu'elle soulève, la cotisation mutualiste est révélatrice de l'usage de cette part (modique) de l'argent des travailleurs qui n'est pas affectée à la survie immédiate, et des représentations que s'en font, d'une part, les travailleurs mutualistes eux-mêmes, et d'autre part les élites (philanthropes ou notables). La cotisation est donc en soi un objet historiographique que cette communication se propose d'examiner dans ses différents aspects, sous un angle d'observation plutôt anthropologique : la capacité et le choix de l'épargne mutualiste; les questions autour de la nature de la cotisation; les enjeux liés au montant et à l'affectation de la cotisation mutualiste.

SÉANCE 8. L'INSTITUTIONNALISATION DE L'ARGENT : LE CAS DU CRÉDIT ET DE L'ÉPARGNE

Présidence : **Sylvie Taschereau** (professeure, UQTR)

L'image de la famille française dans les caisses d'épargne et de prévoyance au XIX^e siècle: entre conservatisme pragmatique et innovations sociales

Olivier Chaïbi (enseignant, Paris Est)

Les caisses d'épargne et de prévoyance ont fait l'objet de publications, dont le nombre a été croissant tout au long du XIX^e siècle. À première lecture, voire à première vue quand ils sont illustrés, les imprimés en faveur des caisses d'épargne diffusent l'image d'une famille patriarcale au sein de laquelle le père travaille et la mère au foyer élève deux ou trois enfants. Pourtant, les structures familiales correspondent à une autre réalité, dont témoignent en partie les dépôts et les retraits. Comment les gestionnaires des caisses d'épargne, qui sont pour la plupart d'entre eux des notables, ont-ils pris en compte les changements des structures familiales? Quels conseils ont-ils donnés aux ménages familiaux dans la gestion de leur épargne? Se sont-ils limités à les encourager à s'enrichir par l'épargne et le travail? À constituer un capital à transmettre à leurs héritiers?

L'évolution des usages du crédit à la consommation dans les familles françaises après 1945: d'un choix par défaut à la volonté de jouir du confort sans attendre

Sabine Effosse (professeure, Paris Ouest)

Cette communication se propose de montrer comment le recours au crédit à la consommation s'est banalisé et généralisé en France au tournant des années 1950-1960. Elle interrogera, dans un premier temps, la relation entre l'institutionnalisation de ce crédit (1954) et la « banalisation » des pratiques d'achat à crédit par les familles. Comment ces dernières perçoivent-elles la réglementation? En second lieu, dans quelle mesure la hausse du niveau de vie et la généralisation de la protection sociale (1945) jouent-elles dans la réallocation des ressources, pour l'achat à crédit de nouveaux biens, par les deux générations considérées (génération de la guerre vs baby-boomers)? Enfin, assiste-t-on au sein de la famille et/ou du couple à une évolution dans la répartition des rôles dans la décision d'achat à crédit? Bien que mineure sur le plan bancaire jusqu'en 1966, la femme française mariée joue-t-elle un rôle déterminant dans l'essor de la consommation à crédit?



VISITEZ NOTRE SITE WEB

www.cieq.ca



CIEQ

Centre interuniversitaire d'études québécoises

Un lieu de formation, d'échanges intellectuels
et d'interdisciplinarité

Le **CIEQ** s'intéresse au changement socioculturel au Québec, appréhendé dans ses dimensions spatiales et temporelles, depuis la colonisation française jusqu'à nos jours. Les travaux du CIEQ se regroupent autour de trois axes de recherche: **1 les populations et leurs milieux de vie: 2 les institutions et les mouvements sociaux: 3 la culture québécoise: diversité, échanges et transmission.**

ciéq Centre
interuniversitaire
d'études québécoises

Présent à l'Université du Québec à Trois-Rivières
et à l'Université Laval, le CIEQ est un regroupement
stratégique reconnu par le FRQSC.

